





et d'Oxford, et que l'université de Londres ne serait pas aussi florissante à son tour sous Oxford et Cambridge. Quant à l'établissement de Galway, jamais il n'aurait été aussi prospère. Ce n'est pas un établissement que recherche, il est vrai, les fils de familles riches, comme l'université d'Oxford, mais un établissement qui fréquente les fils des fermiers et des petits commerçants. Cet établissement a fourni des hommes distingués à l'administration de l'Etat, à l'administration des Indes, à l'industrie, à la magistrature. Demandez à ces hommes ce qu'ils eussent été sans ce collège. Pouvez-vous songer un instant à ratifier la proposition que vous a faite le chef du cabinet de le supprimer ?

M. Gladstone nous a dit que chaque étudiant de Galway, dans les sciences, coûte à l'Etat 230 livres, en médecine, 180 livres, et en droit, 300. Comment est-il arrivé à ces chiffres ? En se disant que le résultat du travail de chaque professeur ne doit être vu que dans le nombre des étudiants qui prennent des diplômes, et non pas dans le nombre de ceux qui suivent les cours. Je proteste contre cette façon d'estimer l'utilité d'une institution.

L'orateur combat ensuite la proposition relative à la constitution d'un corps dirigeant des universités. Quel principe, demande-t-il, guidera le gouvernement dans le choix des membres de ce corps ? Exigera-t-il des distinctions académiques ou certaines opinions religieuses ? Ce corps aurait le pouvoir de surveiller les examens et de soumettre les professeurs à un système de censure qui n'a pas de précédent dans le passé. Ce corps serait une institution essentiellement politique, et les universités ne seraient plus que des lieux de corruption politique. Désormais les professeurs seraient soumis à une dégradation. Il n'y a pas de position dans la vie que l'estime autant que celle d'être professeur dans une université ; mais, si le chef du cabinet réussit à faire passer son bill tel qu'il est, je ne pourrais pas conserver mon poste. Il me serait impossible de me soumettre à une pareille dégradation.

Une des clauses du bill dit que les étudiants ne seront tenus d'adopter aucune théorie de l'histoire moderne, de philosophie morale ou d'aucune autre branche d'instruction, de préférence à la théorie à laquelle ils croient ; de sorte que s'ils ne sont pas capables, dans leur examen, de répondre à une question, ils pourront dire qu'ils n'adoptent pas les points sur lesquels on leur demande de s'expliquer. S'ils sont examinés sur la quarante-septième proposition d'Euclide, ils pourront déclarer qu'ils n'adoptent pas la théorie que le carré de l'hypoténuse est égal à la somme des carrés des autres côtés, etc. (Bryant hilarité).

Le bill que propose le gouvernement ne satisfait personne. Jamais il n'a été plus unanimement repoussé. Les prélats catholiques le repoussent ; les étudiants catholiques le repoussent avec indignation ; le Sénat académique de Trinity-College proteste contre le bill ; il en est de même des collèges royaux.

J'ai beaucoup à dire encore contre le bill, mais je me réserve pour une autre occasion. On nous a conseillé de voter pour la seconde lecture et de modifier le bill en comité. Nous commençons à nous faire à l'habitude de voter les secondes lectures *pro forma*, et d'oublier que la seconde lecture tranche la question de principe ; j'espère avoir l'occasion de voter contre la seconde lecture.

On nous dira : le rejet de la seconde lecture peut amener une crise ministérielle, c'est-à-dire : ou la retraite des ministres, ou la dissolution du Parlement. Si les ministres donnent leurs démissions, nous savons que les mêmes hommes ou des hommes semblables reviendront dans quelque temps sur les mêmes bancs, avec les forces nouvelles que leur aura données une retraite temporaire. Si nous avons une dissolution, quelques-uns d'entre nous peuvent ne pas revenir ici, mais ne vaut-il pas mieux ne jamais remettre les pieds dans cette Chambre que de sanctionner une mesure qui doit renverser une antique et illustre université, et mettre à sa place une corporation créée par des exigences politiques ; une mesure qui imposera aux professeurs de cette université un système de censure auquel nul homme ayant un grain d'indépendance ne pourra se soumettre ; une mesure qui permettra de se passer de l'enseignement de l'histoire moderne et de ne plus s'acquiescer des opinions qu'ont proposées les plus grands écrivains du passé. Je supplie la Chambre de ne pas voter le bill qui désorganiserait tout sans rien organiser ; qui détruirait beaucoup de choses qui sont bien pour en créer de mauvaises, et qui, pour me servir du langage même des étudiants catholiques, serait fatal à la haute culture et d'intelligence.

LE MARQUIS DE HARTINGTON défend le bill en annonçant que la mesure n'a provoqué aucune manifestation encourageante en Irlande. C'est à tort cependant, dit-il, qu'on a déclaré que la population en masse s'était prononcée contre le bill ; ce qui est vrai seulement, c'est que la hiérarchie catholique romaine l'a unanimement condamné.

Le bill peut n'être pas une perfection absolue, mais il fera disparaître bien des griefs et permettra au collège de la Trinité de recommencer une carrière pleine d'activité et de prospérité. Quant aux dotations, l'orateur dit que ce n'est pas une raison, parce que les protestants sont dotés, que les catholiques romains doivent l'être également.

SIR H. DEAK fait remarquer que si les membres du premier conseil doivent être élus parmi les personnes les plus influentes de l'Irlande, il sera impossible de ne pas comprendre l'archevêque Cullen et les évêques de son Eglise.

M. HORSMAN propose d'ajourner la discussion à jeudi.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

Le *Daily News* croit que le bill pour l'éducation en Irlande passera, en deuxième lecture, à une petite majorité.

Le *Daily Telegraph* dit que si le bill est repoussé, M. Gladstone doit en appeler au pays, qui décidera alors entre lui et les opposants.

Le *Times* déclare que le bill ne peut pas passer tel qu'il est, et qu'il doit être entièrement changé. Ce journal constate l'émotion causée par le bill, particulièrement en Irlande.

Le *Times* approuve complètement la motion faite à la Chambre des Communes par M. Guthrie Hardy, tendante à prier la reine « de déclarer aux puissances étrangères qu'elle n'accepte ni l'interprétation des trois règles du sixième article du traité de Washington formulée par le tribunal de Genève, ni les principes qui ont servi de base à la décision de ce tribunal, principes qui exagèrent les droits des belligérants à l'égard des Etats neutres, et qui auraient pour effet de décourager les puissances qui voudraient observer la neutralité et maintenir la paix ».

On se rappelle que le gouvernement anglais s'était engagé à porter à la connaissance des autres puissances les trois règles consacrées par le traité de Washington et qu'il devait les engager à adhérer aux nouveaux principes que le traité prétendait introduire dans le droit international.

Maintenant, dit le *Times*, il se présente cette difficulté que les règles en question ont été interprétées de deux façons différentes, et que l'interprétation anglaise a été écartée, tandis que l'interprétation américaine a été acceptée par la majorité des membres du tribunal de Genève.

Dans ces circonstances, le *Times* trouve qu'il serait absurde d'inviter la France, la Russie, etc., à adhérer à des principes qui, en Irlande, ont été repoussés, et que, dans tous les cas, il serait impossible de les communiquer aux puissances sans protester contre l'interprétation américaine.

On mande de Plymouth, au *Daily Telegraph*, de Londres :

« Les autorités navales anglaises se sont adressées au gouvernement des Etats-Unis pour les aider à découvrir le nom d'un gros navire à voiles américaines qui aurait coulé il y a quelques jours dans la Baltique, entre Copenhague et Dantzig, le *steam* *Herald*, et aurait, à la suite du sinistre, continué sa route sans porter secours au navire naufragé. Tout le monde à bord du *Herald* a péri, à l'exception d'un seul individu, alors qu'il aurait été facile de sauver un grand nombre de personnes si le vaisseau fuyard avait seulement mis une chaloupe à l'eau ; car la plupart des naufragés se sont tenus longtemps sur la coque du canot de sauvetage chaviré, d'où ils ont été enlevés par la mer les uns après les autres. Le navire inconnu, cause du sinistre, a perdu son beaupré et son bout hors de l'eau. Le gouvernement des Etats-Unis a fait publier un avis à ce sujet, mais n'a offert aucune récompense pour des informations de nature à constater l'identité du navire auteur de la catastrophe de la Baltique ».

Le *Daily Telegraph* (ministériel) insiste sur les dangers dont la république espagnole est menacée dans le *Nouveau-Monde*. La question de l'abolition de l'esclavage à Cuba, dit le *Telegraph*, pourrait bien être résolue par la séparation complète de cette île. Il devient de plus en plus évident que les Américains commencent à regarder l'annexion de Cuba comme nécessaire pour consolider la suprématie des Etats-Unis dans le Golfe du Mexique. Les observations adressées au gouvernement espagnol donnent à entendre que si l'esclavage n'est pas immédiatement aboli à Cuba, les Etats-Unis se verront obligés d'intervenir. MM. Figueras et Castelar sont tout disposés à opérer cette réforme ; malheureusement l'abolition de l'esclavage ferait perdre à l'Espagne ses derniers partisans à Cuba. Les partis monarchiques et les mécontents de tout genre ne manqueraient pas de saisir ce prétexte pour accuser le nouveau gouvernement de trahir les intérêts du pays. La situation de MM. Figueras et Castelar, placés entre la pression extérieure et l'agitation intérieure, est donc extrêmement difficile. D'un autre côté, l'insurrection carliste prend des proportions de plus en plus considérables, mal-

gré les succès partiels des troupes du gouvernement.

Le *Daily News* examine la situation aux Etats-Unis. Il espère que le président Grant évitera de retomber dans les fautes qui ont signalé les quatre premières années de la présidence. Le *Daily News* ne considère pas le président comme responsable de la corruption administrative dont on a tant parlé, mais il reproche à la politique extérieure de M. Grant des velléités annexionnistes qui n'ont pas augmenté le prestige du gouvernement. Cette allusion aux négociations pour l'achat de la baie de Samana, etc., n'empêche pas le *Daily News* de reconnaître que l'Angleterre n'a pas eu à se plaindre du président Grant, qui a toujours été si possible pour apaiser les difficultés qui menaçaient de surgir entre les deux pays. Le *Daily News* conclut en insistant sur la nécessité d'adopter une politique de conciliation à l'égard des Etats du Sud dont l'état social est aujourd'hui beaucoup moins satisfaisant qu'avant la guerre civile.

Dernièrement, aux assises de Northumberland, une demoiselle de 26 ans, nommée Elisabeth Tindell, a intenté un procès pour rupture de promesse de mariage à un fermier, menuisier et manufacturier, nommé Henri Short.

Celui-ci, qui est veuf, a déjà une famille de huit enfants, dont l'aîné a 10 ans. Agé de 44 ans, il déclara, au mois de décembre 1871, qu'il désirait se remarier, et la plaignante fit sa connaissance à une petite soirée arrangée dans ce but. A une seconde entrevue, M. Short proposa d'épouser Mlle Tindell et fut accepté après avoir déclaré au frère et aux amis de la jeune fille qu'il lui reconnaissait un donaire de 50 à 75 000 francs, et l'avantagérait aussi par son testament.

A bout de trois mois, Mlle Tindell reçut une lettre de M. Short exprimant son irritation de ce que les parents de la jeune fille étaient contraires au mariage, ainsi que les circonstances, il valait mieux, disait-il, rompre le mariage.

Mlle Tindell répondit que ses parents ne faisaient aucune opposition au mariage, et que M. Short devait se rappeler l'avoir déjà assuré du consentement des siens.

A la fin des débats, le jury a condamné M. Short à payer 50 000 fr. de dommages-intérêts à Mlle Tindell.

#### Danemark.

Le folketing a voté le 5 mars, définitivement et à l'unanimité, le projet de réforme monétaire scandinave.

#### Italie.

Rome, 6 mars. — On fait des préparatifs pour l'arrivée du roi Amédée, qui est attendu demain.

D'après des informations que nous avons lieu de croire exactes de l'Italie, le capitaine Raccchia, qui était allé en Bismarck chargé d'une mission du gouvernement, vient d'être rappelé. Le gouvernement aurait, nous assure-t-on, renoncé complètement au projet relatif à la création d'une colonie à Bornéo.

Le capitaine Raccchia est attendu dans trois semaines.

D'après un télégramme de Rome adressé au *Daily Telegraph*, un grand meeting de radicaux extrêmes aurait eu lieu au théâtre Argentina, sous la présidence de M. Castellar. Les radicaux italiens auraient voté des résolutions enthousiastes en faveur de la république espagnole et affirmé le principe de la solidarité républicaine.

#### Belgique.

On mande de Bruxelles au *Daily Telegraph*, en date du 5 mars :

« Le navire *Algoma*, capitaine Curry, en destination de New-York, a enlevé, à Anvers, sept matelots français ivres appartenant au navire *l'Africain*. Une enquête a été ouverte. Le consul général de France à New-York a été informé télégraphiquement ».

#### Espagne.

La protestation suivante du comité carliste de Londres a été adressée aux journaux de Paris :

« THE LEGITIMIST LEAGUE CARLIST COMMITTEE 4 mars 1873.

« Monsieur, « Le comité carliste de Londres sera très-honoreux si vous voulez bien lui permettre de protester dans votre honorable feuille, de la façon la plus énergique, contre les actes de cruauté et de vandalisme dont certains télégrammes de Madrid accusent l'armée carliste.

« Souvent, les nécessités de la guerre exigent l'interdiction des voies ferrées et des lignes télégraphiques ; mais le comité est en mesure d'affirmer, de la façon la plus formelle, que les armées de Sa Majesté Charles VII ont reçu les ordres les plus sévères relativement au respect des propriétés privées.

« Quant aux cruautés dont on accuse certains généraux carlistes, après informations prises, le comité peut assurer qu'elles sont complètement dénuées de fondement.

« Pour le comité, « Comte F. DE LA CROIX DE PREZ ».

Les dépêches officielles d'Espagne recitent le télégramme privé de l'Agence Havas, en ce sens que ce ne sont pas dix millions de pesetas, mais bien cent millions qui ont été votés par l'Assemblée pour l'armement et la mobilisation des cinquante nouveaux bataillons demandés par le gouvernement. Ces bataillons seront composés de volontaires, et le gouvernement compte pouvoir avec ces nouvelles forces venir à bout en peu de temps de l'insurrection carliste.

Nous empruntons à un journal espagnol, la *Reconquista*, le récit détaillé des crimes commis à Montilla :

« La république fut proclamée dans la journée du 12, entre huit et neuf heures du matin. Cela fait, les communistes se livrèrent à tous les excès imaginables : ils s'emparèrent des maisons consistoriales et pénétrèrent ensuite dans les demeures particulières, imposant leurs violences à tous ceux qui s'y trouvaient.

« Maîtres de la ville, et tous les habitants honnêtes s'étant retranchés derrière leurs portes afin d'échapper aux attentats d'une ville et féroce canaille, ils se mirent à poursuivre les gardes ruraux, faisant feu sur tous ceux qu'ils pouvaient découvrir. L'un d'eux eut son cheval tué et fut grièvement blessé des suites d'une décharge ; à peine les bandes l'eurent-ils entre les mains qu'ils lui labourèrent la tête à coups de couteau, et ne l'abandonnèrent que privé de sens, le croyant un cadavre. Vinrent ensuite des femmes et des enfants qui frappèrent le malheureux, le foulèrent aux pieds, lui crachèrent au visage, et demandèrent à grands cris qu'on le dépoût.

« Vers les trois heures, se présenta un digne prêtre, don José de los Angeles, curé de la paroisse, croyons-nous, qui, après lui avoir donné les secours de la religion, conduisit le moribond à l'hôpital, avec l'aide de quelques personnes charitables.

« Mais dès que la multitude eut appris que la victime respirait encore, elle voulut pénétrer dans l'hôpital pour s'en emparer et mettre fin à son existence, une fois pour toutes : ce à quoi elle ne put heureusement pas réussir ».

On mande de Madrid, le 4 mars au soir, à l'Agence Havas :

« On vient de découvrir l'un des principaux auteurs de la soustraction de lettres de change signalée il y a quelques semaines.

« Le gouvernement avait été avisé par son ambassadeur à Paris qu'une maison de banque de cette ville avait reçu une lettre chargée de Madrid, signée d'un M. Centurion, contenant pour 75 000 fr. de traites sur une maison espagnole de Paris, avec la demande d'envoyer sous pli chargé le montant de ces traites en billets de banque de France et d'Angleterre à son adresse, place Santa-Barbara, 4, à Madrid.

« Un paquet chargé ne contenant que des papiers sans importance fut envoyé à l'adresse indiquée, qui n'était autre que la prison du Saladero où sont enfermés les malfaiteurs, et où la police avait constaté qu'il existait un prisonnier du nom de Centurion.

« Aujourd'hui la poste, ayant reçu trois lettres chargées à l'adresse de cette personne, les lui fit remettre après l'avoir fait signer au registre. Outre la lettre de Paris signalée, il y en avait une autre de Paris et une de Londres. Les deux dernières contenaient des billets de banque pour une somme d'environ 36 000 fr.

« La justice, saisie de l'affaire, poursuit activement ses investigations pour découvrir les auteurs de ces soustractions.

« Il existe encore en circulation beaucoup de lettres de change volées ».

Nous trouvons dans une correspondance adressée de Pau au *Journal des Débats* l'intéressant passage que voici :

« L'article de M. Reynald, qui a paru dans la *Revue politique et littéraire* (numéro du 15 février dernier), a été fort goûté ici. Ce qu'il dit sur les finances de l'Espagne a été jugé parfaitement juste. Je me bornerai à citer le passage où il est question de la *cessantia*, dont le correspondant du *Journal des Débats* à Madrid n'a dit qu'un mot, qui nécessitait quelques développements. Voici le passage : « Une autre réforme qui ne serait pas moins nécessaire, c'est celle qui a été proposée par M. Figueras pour l'abolition de la *cessantia*. La *cessantia*, c'est la disponibilité avec traitement étendue à toutes les fonctions publiques. Rien de plus ingénieux et de mieux accommodé aux exigences des révolutions. Ici, chaque ministère arrive avec un grand nombre de créatures à placer ; les Espagnols ont un peu, comme les Français, la manie des fonctions publiques : on crée donc à chaque changement des fonctions nouvelles ; cependant, comme tout a des limites, même le nombre des sinécures, on a imaginé un moyen pour contenter à peu

près tout le monde : quand on n'a plus pu multiplier les places, on s'est arrangé de façon à faire passer par la même place le plus grand nombre possible d'individus, de sorte que tout Espagnol est sûr, si Dieu lui prête vie, d'être fonctionnaire au moins pour quelque temps.

« Viennent une autre révolution, le fonctionnaire devient *cessante*, c'est-à-dire réformé jusqu'à nouvel ordre. Chaque place a ainsi un titulaire doublé de deux ou trois *cessantes*, véritables sentinelles qui attendent l'arme au bras leur tour de prendre leur faction. Un *cessante*, c'est donc une position sociale, et même des plus enviables, car le titulaire craint toujours d'être dépossédé ; le *cessante*, au contraire, est sans inquiétude ; le pire qui puisse lui arriver, c'est qu'on lui rende sa place, et l'on en a vu qui, à leur temps de service, ont refusé. La *cessantia* coûte à l'Espagne 200 millions de réaux par an. Le nombre des *cessantes* peut être indéfiniment augmenté, et quelques-uns jouissent de privilèges exorbitants. Par exemple, il suffisait il y a peu de temps d'avoir été ministre un jour, une heure, le temps de mettre son uniforme et de prêter serment, d'avoir le droit de signer : *Antesio ministro (ministro qua fac)* pour toucher, comme *cessante*, une pension de 30 000 réaux ; et quel Espagnol n'a pas été un peu ministre ? Notez que cet abus n'est qu'un des moindres qui affligent l'administration des finances en Espagne. On conçoit alors que certains esprits commencent à comprendre la nécessité de réformes très-radicales, fût-ce même fédérales ».

Une dépêche de la frontière d'Espagne, parvenue le 3 mars à Paris en haut lieu, annonce qu'une véritable bataille a eu lieu devant Irun entre les troupes républicaines et les carlistes. Ceux-ci seraient restés maîtres du terrain et auraient fait perdre beaucoup de monde à l'armée républicaine.

D'autres dépêches de Madrid font pressentir qu'en présence des progrès de l'insurrection carliste, le cabinet espagnol aurait résolu d'offrir l'exercice de la dictature au maréchal Serrano, jusqu'au moment où les nouvelles Cortes seraient prononcées sur la forme définitive du gouvernement. (Messager de Paris.)

Madrid, 5 mars. — Dans une réunion de 236 députés radicaux, il a été décidé à l'unanimité de repousser le projet du gouvernement tendant à suspendre les séances de l'Assemblée, à l'occasion de la convocation de la Constituante.

Madrid, 6 mars. — On assure que MM. Figueras, Rivas, Moriones et Perales entrèrent dans le cabinet, en qualité de ministres sans portefeuille, afin de consacrer la conciliation entre républicains et radicaux.

#### Amérique.

On lit dans le Nord :

« Le télégraphe nous apporte un résumé du message par lequel le général Grant a inauguré la nouvelle période de sa présidence. Les messages des présidents des Etats-Unis se sont toujours fait remarquer par leur caractère essentiellement pratique, et jusqu'ici l'homme d'Etat et le général distingué qui préside depuis quatre ans aux destinées de la grande république américaine, et lui a rendu des services si signalés, s'était toujours conformé à cette coutume de ses illustres prédécesseurs. Cette fois il s'est légèrement écarté de cette règle de conduite, et s'est laissé entraîner à une digression dans le domaine de la politique spéculative, ce qui l'a fait tomber, à certains endroits de son message, dans une phraseologie à laquelle on est habitué de la part des théoriciens du vieux monde, mais qui étonne singulièrement chez un homme qui a déjà donné tant de preuves de son esprit foncièrement pratique. M. Grant a la ferme conviction que le monde civilisé tend vers la république, et que les Etats-Unis sont destinés à devenir l'étoile qui guidera les autres nations. » Cette prophétie se comprendrait, qu'elle qu'en puisse d'ailleurs être au fond la valeur, dans un livre ou un article de journal ; elle semble beaucoup moins à sa place dans un document officiel ayant le caractère non d'un traité de métaphysique politique, mais d'un simple exposé d'affaires. Que dirait-on en Amérique si la reine d'Angleterre, dans un de ses discours du trône, prédisait le rétablissement du régime monarchique aux Etats-Unis ?

« Le général Grant va plus loin : il prétend qu'il est faux que les gouvernements s'affaiblissent et tombent par l'extension indéfinie des pays qu'ils administrent. Cette crainte pouvait être fondée autrefois ; mais le développement de l'éducation, « des télégraphes et des machines à vapeur » a changé tout cela. Aujourd'hui le morcellement du monde en un nombre plus ou moins considérable d'Etats a fait son temps ; les peuples marchent au contraire vers leur fusion en une seule nation parlant une seule langue et n'ayant plus besoin d'armées ni de flottes. C'est certainement un beau rêve ; mais il faut avouer qu'un président

de la république des Etats-Unis est bien la dernière personne qu'on se fût attendu à le voir formuler. Au profit de quelle nation et de quelle langue se fera cette fusion des peuples ? Du moment où la grande république américaine est appelée à devenir « l'étoile qui guidera les autres nations », il est évident que c'est elle qui, dans l'esprit du général Grant, doit servir de noyau à cette unification universelle, et que c'est sa langue qui aura la gloire de devenir l'idiome du monde entier. Mais n'insistons pas. Toujours est-il que les déclarations du message présidentiel au sujet des Indiens ne sont pas précisément de nature à rassurer les peuples vis-à-vis desquels l'Amérique voudrait par la suite jouer le rôle d'étoile directrice, et qui refuseraient de se laisser guider par elle. M. Grant annonce que son gouvernement emploiera tous ses efforts pour faire accepter la civilisation américaine à ces populations plus ou moins primitives, et que si elles résistent, il leur fera la guerre « jusqu'à l'extermination ». Est-ce par un procédé semblable qu'on voudrait amener la fusion de toutes les nations du monde ? Ce programme par trop radical aurait quelque peine à s'implanter sur le sol de la vieille Europe. Il y a bien d'autres choses encore qui fleurissent abondamment en Amérique, et dont ne s'accommoderaient guère les préjugés qui régissent généralement dans les pays monarchiques, ne fût-ce que cette gigantesque corruption administrative dont on a eu récemment d'innumérables révelations, et qui ne laissera pas de faire hésiter plus d'un peuple à accepter les Etats-Unis pour mentor. Le général Grant n'aurait pas dû perdre de vue que si l'Amérique a sa doctrine, l'Europe a bien le droit d'avoir la sienne.

« Du reste, pour peu qu'on lise attentivement l'analyse télégraphique du message, on s'aperçoit que toutes les spéculations politiques que nous venons de mentionner ont pour but de réconcilier les Américains avec une idée chère au président actuel, et qu'il n'est pas encore parvenu à faire adopter par l'opinion publique, à savoir l'agrandissement des Etats-Unis par l'annexion successive des territoires continentaux et insulaires situés dans le voisinage de la grande république, et non placés sous sa dépendance. Ainsi on remarquera que M. Grant rappelle le projet qu'il avait conçu relativement à la prise de possession de la baie de Samana à Saint-Domingue, et qu'il exprime ouvertement son regret du rejet de cette combinaison, qui s'est du reste réalisée sous une forme indirecte par l'établissement d'une compagnie américaine dans cette même contrée. Par une coïncidence qui probablement n'est pas seulement un effet du hasard, une dépêche de New-York nous apprend aujourd'hui même que le gouvernement des Etats-Unis a proposé de céder aux Etats-Unis une baie près de Honolulu, pour y établir une station navale. Il est permis de supposer que le président Grant n'est pas étranger à cette proposition. On ne tardera pas à savoir si les idées qu'il vient d'exposer dans son message, sur les avantages de la politique d'annexion, auront réussi à convertir le Sénat et la Chambre des Représentants ».

#### DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, samedi 8 mars, au soir.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. Dufaure combat un amendement de M. Brun voulant laisser l'Assemblée juger du moment où M. Thiers doit être entendu. M. le garde des sceaux démontre la nécessité de laisser le conseil des ministres être le juge dans ces occasions.

L'amendement Brun est rejeté par 499 voix contre 163.

L'article réglant les interpellations est adopté.

La discussion du dernier article du projet de loi des Trente, concernant les projets constitutionnels, est commencée.

#### Autre dépêche.

Prague, samedi 8 mars, au soir.

Le procès Skreischowski s'est terminé par l'acquiescement des deux accusés, — M. Skreischowski lui-même et M. Ruzicka.

#### Autre dépêche.

Madrid, samedi 8 mars.

Le rapport de la commission sur la motion concernant la dissolution de l'Assemblée Nationale conclut au rejet de la motion. Le gouvernement, désireux de maintenir avant tout la tranquillité, se soumettra à la décision de l'Assemblée. Si toutefois celle-ci repousse les bases principales du projet gouvernemental, alors le gouvernement remettra ses pouvoirs entre les mains de l'Assemblée.

#### Concerts.

Du 26 février.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Grand concert vocal et instrumental, avec les tableaux nouveaux vivants, donné par M. Rybasov, chef de l'orchestre de la troupe dramatique. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE BOUFFE. — 5<sup>e</sup> représentation 1<sup>er</sup> abonnement : Seconde soirée musicale avec les concours de M<sup>lle</sup> Sully, Airs et complots des opérettes : « La Périochole », « Les Griffes du Diable » et « Les Noces de Jeannette ». — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

UNE JEUNE FILLE allemande désirerait avoir une place de femme de chambre ou de couturière, et une bonne famille. S'adresser au suisse, qui Gagarine, maison Opotchinne. — 533

UNE DAME bien recommandée, parlant plusieurs langues, désire se placer comme dame de compagnie de préférence pour voyager. S'inf. après 3 h. Vossensky, 33, log. 40. 519

INGÉNIEUR français. M. Lockert, diplômé de l'Ecole Centrale de Paris, ex-représentant à l'Exposition de Moscou, reçoit tous les jours de midi à 4 h., can. Catherine, n° 42, 14. 516

TROIS MAISONS DE CAMPAGNE à vendre à bon marché à PAVLOVSK, ensemble ou séparément. S'adresser Vassili Ostrov, 5<sup>e</sup> ligne, maison n° 20, logement n° 6. 506

A VENDRE 464 véritables dentelles noires et blanches, batiste, linon et porcelaine de Chine. Visibles tous les jours de 11 à 4 h., rue Kabinetskaia, m. Kasatkine, log. n° 3.

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Lundi 26 février.

GRANDE REPRÉSENTATION

et 1<sup>er</sup> début du célèbre phénomène surnommé le « Rossignol à deux têtes ».

Prix des places comme à l'ordinaire.

On commencera à 7 heures 1/2.

On commencera à 7 heures 1/2.

Prix des places : Loge lettrée 15 r., Loge barrière 10 r., Loge 1<sup>re</sup> Rang 8 r., Fauteuils 5 r., Chaises, 2 r., 1<sup>re</sup> place 1 r., 2<sup>e</sup> place 60 c., 3<sup>e</sup> place 25 c.

Le directeur Ch. Hinné.

Конкурсное управление по делам несостоятельного должника Андрея Семеновича Семенова, помещающегося в Литейной части, по Пятницкой улице, в дом № 14, в квартире присяжного поверенного П. А. Потехина объявляет купцу Василию Петрову, статскому советнику Василию Федоровичу Грому, купцу Александру Николаевичу Бородину, крестьянину Андрею Матвеевичу Орлову, купцу Акимову Акимову Акимову, губерскому секретарю Ростиславу Степановичу Хотимскому, надворному советнику Василию Смирнову, жиданину Николаю Николаевичу и крестьянину Василию Утёху, Никифору Иванову и Максиму Леонтьеву, что претензия их на А. С. Семенова по оному ни определению конкурсного управления 29 января 1873 года, как незыблемая С.-Петербургскому окружному суду по объявлению Семенова, должником несостоятельным, оставлены без рассмотрения и они, Петров, Грому, Бородин, Орлов, Акимов, Хотимский, Смирнов, Николаев, Утка, Иванов и Леонтьев кредиторы Семенова не участвуют.

UN JEUNE homme connaissant parfaitement le français et le russe, cherche une place de secrétaire-interprète ou de commis. A. R. Vieux-Petersbourg, Gr. p. n° 53, l. 4. 518

A VENDRE 490 un char-à-bancs russe à 2 places. Rue aux Poix n° 4.

COMPAGNIE MARITIME

FRANCO-RUSSE.

Le steamer *Nathalie*, capitaine Hylaire, quittera Balichport dans un quinzaine de jours pour Copenhague, Danckerke et le Havre.

« Les négociants qui auraient des marchandises à envoyer en France sont priés de s'adresser pour plus amples renseignements à MM. O. Wachter et C<sup>ie</sup>, Galernaia, n° 20, ou à Réval, à MM. Kneip, Soutgine et C<sup>ie</sup>.

LE MÉMORIAL DIPLOMATIQUE

JOURNAL INTERNATIONAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER